



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 25, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Une fusillade dans le centre-ville de Port-au-Prince impliquant des ravisseurs présumés portant des uniformes de police et opérant un véhicule gouvernemental marque une escalade critique dans l'environnement sécuritaire d'Haïti. L'incident, qui a laissé un bilan non confirmé de deux policiers et deux kidnappeurs présumés tués, converge avec une alerte sécuritaire de l'ambassade américaine avertissant d'une recrudescence des enlèvements contre rançon à Delmas impliquant des individus se faisant passer pour des forces de l'ordre. Sur le plan de la gouvernance, aucun nouveau décret du CPT n'a été enregistré dans la fenêtre du 23-24 février, et le calendrier électoral du CEP demeure inchangé. Le risque opérationnel dominant à court terme est l'utilisation de faux barrages ciblant les déplacements civils et commerciaux, ce qui menace directement les corridors humanitaires et la continuité des activités dans l'ensemble de la zone métropolitaine.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Une confrontation armée dans le centre-ville de Port-au-Prince impliquant des imposteurs policiers présumés signale une possible infiltration ou détournement d'uniformes au sein des forces de sécurité.

L'ambassade américaine a émis une alerte sécuritaire active désignant spécifiquement Delmas comme zone à haut risque d'enlèvement avec des tactiques d'usurpation de l'identité des forces de l'ordre en cours d'utilisation.

Aucune nouvelle action de gouvernance du CPT ni aucun changement au calendrier électoral du CEP n'ont été enregistrés au cours du cycle de rapportage du 23-24 février.

L'ONI a lancé une nouvelle phase de distribution de la carte d'identité nationale ciblant les résidents de Gressier dans le cadre de l'opération Kat Ou La, à compter du 24 février 2026.

Aucune donnée confirmée du taux de change de la BRH ni aucune mise à jour des prix du carburant n'ont été obtenues ; la perturbation des chaînes d'approvisionnement liée à la sécurité demeure le principal indicateur de risque économique.

DÉVELOPPEMENT 1: RÉSEAU D'IMPOSTEURS POLICIERS OPÈRE DANS LE CENTRE-VILLE DE PORT-AU-PRINCE

Port-au-Prince a été le théâtre d'un échange de tirs entre des agents de la PNH et une cellule de kidnapping présumée opérant en plein jour dans le corridor du centre-ville. Des témoins ont déclaré à l'AP que les suspects portaient des uniformes de police et avaient accès à un véhicule immatriculé par le gouvernement, indiquant soit une infiltration active de la PNH, soit un

détournement systématique d'uniformes et d'équipements d'État vers des réseaux criminels. Le bilan provisoire s'établit à deux policiers et deux kidnappeurs présumés tués, bien que la PNH et la DICOP n'aient pas émis de confirmation officielle.

Le profil opérationnel de cette cellule est cohérent avec un schéma plus large documenté dans l'ensemble de la zone métropolitaine : l'établissement de faux barrages sur les axes urbains pour intercepter des véhicules, dont les conducteurs et passagers sont ensuite pris en otage contre rançon. Cette tactique a été documentée à Delmas, et son apparition dans le cœur du centre-ville représente une expansion géographique de la menace. L'utilisation de symboles étatiques -- uniformes et véhicules -- comme couverture complique la capacité de la PNH à signaler une autorité légitime aux populations civiles, ce qui dégrade la coopération avec les forces de sécurité et augmente le risque d'identification erronée dans les zones contestées.

La convergence de cet incident avec l'alerte sécuritaire existante de l'ambassade américaine souligne que l'écosystème des enlèvements n'est pas un phénomène localisé mais une opération organisée à vecteurs multiples avec une imitation délibérée des fonctions étatiques. La question de savoir si les individus impliqués étaient des agents en service agissant de manière criminelle, d'anciens agents, ou des civils ayant acquis des équipements d'État par des voies illicites a des implications directes sur l'intégrité institutionnelle de la PNH. Chaque scénario exige une réponse de remédiation différente de la part de la direction de la PNH et de la mission MSS.

L'absence de confirmation officielle de la PNH ou de la DICOP dans les 24 heures suivant un incident du centre-ville de cette ampleur est elle-même un indicateur. Elle pointe soit vers une réticence institutionnelle à reconnaître l'infiltration des forces, soit vers une défaillance des communications au sein de l'appareil sécuritaire à un moment où la transparence opérationnelle est essentielle pour la coopération civile et la coordination de la mission internationale.



CONTEXTE HISTORIQUE

La PNH a été confrontée à une infiltration documentée par des réseaux criminels depuis au moins 2019, avec plusieurs cas très médiatisés d'agents identifiés comme affiliés à des gangs ou participants actifs à des opérations d'enlèvement. Le corridor de Delmas a historiquement été parmi les zones de kidnapping les plus actives de la zone métropolitaine, bien avant l'instabilité politique post-2021.

POINTS DE DISCUSSION

Un véhicule gouvernemental et des uniformes de police ont été utilisés par des kidnappeurs présumés lors d'un engagement armé dans le centre-ville de Port-au-Prince .

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Le bilan provisoire est de deux policiers et deux kidnappeurs présumés tués ; la PNH n'a pas confirmé.

La tactique des faux barrages a migré de Delmas vers le coeur du centre-ville, marquant une escalade géographique.

L'intégrité institutionnelle de la PNH ne peut être évaluée sans clarification officielle sur la question de savoir si les individus impliqués étaient des agents en service.

La coordination de la mission MSS doit tenir compte de l'incapacité des civils à distinguer les forces de l'ordre légitimes des imposteurs.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales et les points focaux sécurité des ONG doivent immédiatement mettre à jour les protocoles de déplacement pour traiter toutes les rencontres aux barrages -- y compris ceux tenus par du personnel en uniforme -- comme nécessitant une vérification avant toute coopération.

La direction de la PNH devrait émettre une déclaration publique dans les 48 heures confirmant ou niant l'implication d'agents ; le silence sur ce point accélère l'érosion de la crédibilité institutionnelle.

Les commandants de la mission MSS devraient demander une révision conjointe PNH-MSS des contrôles d'inventaire des uniformes et équipements pour évaluer le vecteur de risque de détournement.

Les missions diplomatiques doivent intégrer la tactique des faux agents de la force publique dans les avis de voyage mis à jour et les directives internes de déplacement du personnel.



CONFIANCE



Faible confiance en raison de rapports limités ou contradictoires.

DÉVELOPPEMENT 2: L'ALERTE SÉCURITAIRE DE L'AMBASSADE AMÉRICAINE FORMALISE LE RISQUE D'ENLÈVEMENT DANS LE CORRIDOR DE DELMAS

L'ambassade américaine à Port-au-Prince a émis une alerte sécuritaire, référencée dans un reportage de USA Today daté du 19 février 2026, avertissant spécifiquement les citoyens et résidents américains d'une augmentation des enlèvements contre rançon concentrés dans la zone

de Delmas. L'alerte a explicitement identifié l'utilisation d'individus se faisant passer pour des forces de l'ordre comme méthode opérationnelle clé, reflétant le profil de l'incident du centre-ville de . La désignation de niveau 4 « Ne pas voyager » pour Haïti a été réitérée. La page d'information sur Haïti du Département d'État a été mise à jour en parallèle pour refléter le statut consultatif actuel.

L'émission formelle d'une alerte sécuritaire ciblant un corridor spécifique par l'ambassade a un poids opérationnel qui dépasse sa fonction consultative. Elle signale que l'évaluation diplomatique et de renseignement américaine est passée d'un risque général au niveau national à une caractérisation géographique et tactique spécifique. Ce niveau de précision -- nommant Delmas, nommant la tactique d'usurpation policière -- reflète des données de schéma confirmées plutôt qu'un langage précautionneux, et s'aligne sur l'incident de terrain rapporté .

Pour la communauté des entreprises et des ONG, l'alerte de l'ambassade fonctionne comme un déclencheur de force majeure dans de nombreux protocoles de sécurité organisationnels. Les opérations ayant des exigences permanentes de suspension d'activités lors de l'émission ou de l'aggravation d'une alerte de niveau 4 doivent examiner si le nouveau libellé de l'alerte constitue un événement qualitatif. Les équipes juridiques et de conformité des organisations internationales ayant des opérations en Haïti doivent être engagées immédiatement.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'ambassade américaine maintient un avis de voyage de niveau 4 « Ne pas voyager » pour Haïti en continu depuis octobre 2022. Des alertes spécifiques à certains corridors ont déjà été émises pour Martissant, le corridor de la Route Nationale 2 et Cité Soleil, mais les alertes spécifiques à Delmas avec un langage d'usurpation de l'identité des forces de l'ordre représentent une escalade dans la précision tactique.

POINTS DE DISCUSSION

L'alerte sécuritaire de l'ambassade américaine désigne spécifiquement Delmas et l'usurpation policière comme facteurs actifs de risque d'enlèvement.

L'avis de voyage de niveau 4 « Ne pas voyager » reste en vigueur et a été renforcé par l'alerte du 19 février.

La précision tactique de l'ambassade -- nommant le lieu et la méthode -- indique des données de schéma confirmées plutôt qu'un langage précautionneux.

Les organisations dont les protocoles de sécurité sont liés aux niveaux consultatifs de l'ambassade doivent évaluer si les conditions actuelles constituent un déclencheur de suspension qualitatif.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Toutes les organisations internationales et ONG ayant des opérations en Haïti doivent diffuser l'alerte de l'ambassade en interne et confirmer la réception par les points focaux sécurité dans les 24 heures.

Les opérations utilisant des véhicules routiers dans le corridor de Delmas doivent exiger des équipes de deux personnes et des protocoles d'enregistrement obligatoires jusqu'à ce que la PNH confirme la résolution du réseau identifié.

Les organisations doivent examiner les clauses de force majeure et de suspension dans les contrats de programmation en Haïti à la lumière du libellé consultatif actuel.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: CYCLE DE GOUVERNANCE CALME MAIS L'ONI LANCE LA DISTRIBUTION KAT OU LA À GRESSIER

La fenêtre de rapportage du 23-24 février n'a produit aucun nouveau décret du CPT, aucune conférence de presse, ni aucun communiqué faisant autorité relatif aux suites du Pacte National du 21 février. Le calendrier électoral du CEP demeure inchangé, sans annonce de report ni nouvelles échéances de conformité. Si l'absence d'action de gouvernance au cours d'un cycle de 24 heures n'est pas en soi un indicateur significatif, le silence persistant sur la mise en oeuvre du Pacte National représente un écart émergent entre l'élan politique de la signature du 21 février et toute mise en oeuvre institutionnelle observable.

L'ONI a lancé une nouvelle phase de distribution de la Carte d'Identification Nationale dans le cadre de son opération Kat Ou La, ciblant les résidents de Gressier à partir du 24 février 2026. La distribution est effectuée au bureau de l'ONI hébergé dans la mairie de Léogâne, nécessitant la présentation d'un récépissé d'inscription et de justificatifs d'identité. Cette opération représente un effort continu pour étendre la couverture en documentation civile aux populations péri-urbaines et rurales historiquement mal desservies par l'infrastructure nationale d'identification.

La signification opérationnelle de la distribution de l'ONI va au-delà de la routine administrative. La couverture en carte d'identité nationale est un prérequis structurel pour l'inscription sur les listes électorales et la participation aux élections. L'expansion de la distribution de la CIN dans des zones

telles que Gressier -- qui se situe dans le département de l'Ouest mais en dehors du coeur urbain de Port-au-Prince -- reflète une tentative de construire l'infrastructure du registre civil que tout processus électoral crédible nécessitera. Le calendrier par rapport aux échéances du CEP mérite un suivi pour évaluer si l'expansion de la documentation suit le rythme des délais d'inscription sur les listes électorales.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le système de documentation civile d'Haïti est chroniquement sous-financé et géographiquement inégal, avec de larges portions de la population rurale et péri-urbaine dépourvues de CIN valides. Ce fossé structurel a historiquement supprimé les taux d'inscription sur les listes électorales et créé des obstacles à l'accès lors des cycles électoraux précédents.

POINTS DE DISCUSSION

Aucun décret du CPT ni aucune conférence de presse n'ont été enregistrés dans le cycle du 23-24 février ; la mise en oeuvre du Pacte National reste non vérifiée.

Le calendrier électoral du CEP est inchangé ; aucun report annoncé.

L'ONI a lancé la distribution de la CIN à Gressier dans le cadre de Kat Ou La à partir du 24 février, en utilisant la mairie de Léogâne comme point de distribution.

L'expansion de la documentation civile est un prérequis pour l'inscription électoral ; le rythme des opérations de l'ONI par rapport aux délais du CEP nécessite un suivi.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les analystes suivant le calendrier de la transition devraient signaler l'absence d'actions de mise en oeuvre du CPT post-Pacte National comme indicateur de surveillance ; un second cycle de 24-48 heures sans communiqués justifie une escalade vers une évaluation de paralysie de gouvernance.

Les organisations internationales soutenant l'infrastructure électoral devraient cartographier la couverture de distribution de l'ONI par rapport aux zones d'inscription électoral du CEP pour identifier les lacunes documentaires susceptibles de supprimer la participation des électeurs éligibles.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

**DÉVELOPPEMENT 4: INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET D'INFRASTRUCTURE ABSENTS ;
LES PROXIES DE RISQUE SÉCURITAIRE DOMINENT**

Aucun bulletin de taux de change de la BRH, aucun taux de clôture journalier HTG/USD confirmé, ni aucune mise à jour des prix du carburant n'ont été captés dans le cycle de rapportage du 23-24 février. La page d'accueil de Haïti Libre examinée pour ce cycle n'affichait aucun nouvel avis de fermeture d'aéroport ou de port pour les 23-24 février. Le principal signal de stress économique dans ce cycle n'est pas un indicateur macroéconomique formel mais l'environnement sécuritaire opérationnel lui-même : les faux barrages et les réseaux de kidnapping opérant sur les axes urbains fonctionnent comme un mécanisme de perturbation de facto des chaînes d'approvisionnement, taxant le coût des déplacements pour les acteurs commerciaux et humanitaires même en l'absence de fermeture formelle d'infrastructure.

L'incapacité à obtenir un taux journalier de la BRH dans un cycle donné est en soi un signal de qualité des données. Dans un contexte où la gourde a connu des épisodes périodiques de dévaluation aiguë, l'absence d'un cours de clôture ne doit pas être interprétée comme une preuve de stabilité. Les analystes et les responsables financiers travaillant en Haïti doivent maintenir des abonnements directs aux bulletins de la BRH plutôt que de s'appuyer sur l'agrégation de sources secondaires pour les données de taux de change.

L'aéroport international Toussaint Louverture et le port de Port-au-Prince n'ont montré aucun indicateur formel de fermeture, mais les conditions du périmètre sécuritaire affectant le transport terrestre vers et depuis ces deux infrastructures demeurent une contrainte opérationnelle persistante. L'accès aux dépôts de carburant, qui a été perturbé lors d'escalades sécuritaires précédentes, doit être surveillé alors que l'activité des réseaux de kidnapping dans la zone métropolitaine s'intensifie.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'économie informelle d'Haïti et le secteur des ménages dépendants des transferts de fonds sont extrêmement sensibles aux fluctuations de la gourde. Le taux HTG/USD s'est déprécié d'environ 110 pour un dollar en 2021 à des niveaux dépassant 130 ces dernières périodes, comprimant le pouvoir d'achat et aggravant l'insécurité alimentaire parmi les populations urbaines pauvres.

POINTS DE DISCUSSION

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Aucune donnée de taux de change de la BRH n'a été obtenue dans ce cycle ; l'absence ne doit pas être lue comme une confirmation de stabilité.

L'aéroport et le port restent opérationnels sans avis formel de fermeture dans la fenêtre du 23-24 février.

L'activité des faux barrages sur les routes urbaines constitue une perturbation de facto des chaînes d'approvisionnement même sans fermeture formelle d'infrastructure.

L'accès aux dépôts de carburant nécessite une surveillance alors que la détérioration sécuritaire dans la zone métropolitaine se poursuit.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les responsables financiers des organisations basées en Haïti doivent établir des abonnements directs aux bulletins de la BRH pour éviter les lacunes de données dues aux défaillances de sources secondaires.

Les planificateurs logistiques doivent intégrer des primes de risque de parcours dans la modélisation des coûts des chaînes d'approvisionnement pour la zone métropolitaine, tenant compte du coût en temps et en risque de l'exposition aux faux barrages.

Les protocoles de stockage de carburant doivent être révisés à la lumière de l'environnement sécuritaire en escalade et des schémas antérieurs de perturbation de l'accès aux dépôts lors des cycles d'engagement PNH-gangs.



CONFIANCE



Faible confiance en raison de rapports limités ou contradictoires.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Déclaration officielle de la PNH ou de la DICOP sur la fusillade du centre-ville de : le déclencheur est tout communiqué formel ; la direction d'évolution est la confirmation ou le déni de l'implication d'agents ; le risque est que le silence persistant renforce la perception publique d'une compromission institutionnelle et dégrade la coopération civile avec les forces de sécurité.

Avis complémentaire de l'ambassade américaine : le déclencheur est toute mise à jour de l'alerte du 19 février ; la direction d'évolution est une extension géographique potentielle des zones à haut risque désignées ; le risque est des déclencheurs supplémentaires de suspension opérationnelle pour les organisations internationales.

Activité post-Pacte National du CPT : le déclencheur est tout décret, conférence de presse ou déclaration publique ; la direction d'évolution est l'élan de mise en oeuvre ou le blocage ; le risque est qu'un second cycle complet sans action signale une paralysie de gouvernance à un moment structurellement critique.

CETTE SEMAINE

Échéances de conformité du CEP : le déclencheur est le passage de toute échéance d'enregistrement de parti ou de dépôt de documents ; la direction d'évolution est soit la consolidation de la conformité soit des procédures de disqualification ; le risque est que l'intégrité du calendrier électoral soit compromise avant que le processus ne prenne de l'élan.

Continuité de la distribution Kat Ou La de l'ONI : le déclencheur est tout rapport de perturbation de l'opération de Gressier ; la direction d'évolution est l'expansion de la couverture CIN ou le blocage ; le risque est que l'insécurité empêche le retrait des documents, créant un effet suppressif sur la future inscription électorale.

Posture opérationnelle de la MSS : le déclencheur est toute mise à jour publique de la mission dirigée par le Kenya sur les effectifs déployés ou la couverture de zones ; la direction d'évolution est une présence métropolitaine élargie ou un maintien du statu quo ; le risque est que l'érosion de la capacité de la PNH dépasse les délais de déploiement de la MSS.

HORIZON STRATÉGIQUE



Évaluation de l'intégrité institutionnelle de la PNH : l'incident de ouvre une question structurelle sur le contrôle des uniformes et des équipements qui ne peut être résolue en un seul cycle d'information. Si la direction de la PNH ne l'aborde pas formellement, le coût en crédibilité s'accumule sur des semaines et dégrade à la fois la coopération civile et la confiance dans la coordination de la mission internationale.

Pression sur le calendrier de la transition : le mandat du CPT s'étend jusqu'au 7 février 2027. L'absence de mise en oeuvre visible du Pacte National dans la période immédiatement suivant la signature est un indicateur précoce indiquant si l'accord du 21 février produira un élan institutionnel durable ou reproduira les schémas antérieurs de déclaration politique sans mise en oeuvre.

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Disponibilité de l'infrastructure électorale : l'écart entre les ambitions du calendrier du CEP et l'état documenté de l'inscription électorale, de la couverture en documentation civile et de l'accès aux corridors sécuritaires pour les opérations électorales déterminera si un processus électoral crédible est réalisable dans le cadre de la transition actuelle.

SOURCES PRIMAIRES

AP via Africanews. Fusillade impliquant des imposteurs policiers présumés dans le centre-ville de Port-au-Prince. 24 février 2026.

USA Today. Le Département d'État américain met en garde contre une recrudescence des enlèvements en Haïti ; le corridor de Delmas désigné. 19 février 2026.
<https://www.usatoday.com/story/travel/2026/02/19/kidnappings-haiti-state-department/88766370007/>

Ambassade américaine à Port-au-Prince. Alerte sécuritaire : enlèvements contre rançon en Haïti.
<https://ht.usembassy.gov/security-alert-u-s-embassy-haiti/>

Département d'État américain. Avis de voyage pour Haïti -- Niveau 4 : Ne pas voyager.
<https://travel.state.gov/content/travel/en/traveladvisories/traveladvisories/haiti-travel-advisory.html>

Département d'État américain. Informations de voyage international pour Haïti.
<https://travel.state.gov/content/travel/en/international-travel/International-Travel-Country-Information-Pages/Haiti>

VantBefInfo. ONI lance une nouvelle phase de distribution des cartes d'identification nationale pour Gressier. Février 2026.
<https://vantbefinfo.com/gressier-loni-lance-une-nouvelle-phase-de-distribution-des-cartes-didentification-nationale>

ONI (Office National d'Identification). Site officiel. <https://oni.gouv.ht>

HaitiLibre. Zapping d'actualité quotidien -- référence du calendrier électoral.
<https://www.haitilibre.com/en/news-46919-haiti-news-zapping.html>

HaitiLibre. Zapping d'actualité -- suivi de la gouvernance et de la transition.
<https://www.haitilibre.com/en/>

OSAC (Overseas Security Advisory Council). Rapport de sécurité pour Haïti.
<https://www.osac.gov/Content/Report/48bee788-0714-4b65-8523-1d59d967d4b6>

ISLG Haïti. L'ONI en action -- mise à jour des opérations de documentation civile. 16 février 2026.
<https://islghaiti.org/site/2026/02/16/loni-en-action/>